



2012 TOKYO
ANNUAL MEETINGS
INTERNATIONAL MONETARY FUND
WORLD BANK GROUP

Français

12 octobre 2012

Allocution d'ouverture du Président des Conseils des gouverneurs,
Monsieur **RIAD TOUFIC SALAMEH**,
Gouverneur du FMI et de la Banque pour le **LIBAN**,
en séance plénière

12 octobre 2012

Assemblée annuelle de 2012
Allocution du Président des Conseils des gouverneurs,
RIAD TOUFIC SALAMEH,
Gouverneur de la Banque du Liban

Je vous souhaite la bienvenue à la soixante-sixième Assemblée plénière du Fonds monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale.

Je tiens pour commencer à exprimer ma plus profonde gratitude à Son Altesse Impériale le Prince Héritier pour avoir accepté de nous honorer de sa présence. Je voudrais aussi remercier le Gouvernement du Japon au nom du FMI et de la Banque mondiale d'accueillir notre Assemblée cette année. Je souhaite chaleureusement la bienvenue au nouveau président de la Banque mondiale, M. Jim Yong Kim, et je suis certain qu'il saura, en tandem avec la Directrice générale du FMI, M^{me} Christine Lagarde, présider comme il se doit aux destinées de l'économie mondiale en ces temps d'incertitude.

Japon

Cette année marque le soixantième anniversaire de l'adhésion du Japon au FMI et à la Banque mondiale. Il est on ne peut plus approprié que le Japon soit l'hôte de cette Assemblée annuelle, car cela nous donne une excellente occasion d'apprécier l'importance de ce pays au sein de l'économie mondiale et de nos deux organisations.

À Tokyo aujourd'hui, nous sommes témoins de la résilience du peuple japonais à la suite de la catastrophe qu'il a subie. Le Dialogue de Sendai a tiré les enseignements de l'expérience du Japon et d'autres pays en ce qui concerne la gestion des risques de catastrophes et la façon d'y parer, pour donner corps à un consensus mondial sur la nécessité d'être préparé face à ces risques.

Contexte mondial

Les perspectives économiques mondiales se sont assombries à cause des inquiétudes qui continue à susciter la santé des plus grandes puissances économiques du monde et de signes de ralentissement de la croissance dans les pays émergents et à faible revenu.

Depuis le début de la crise en 2008, le FMI a accordé à ses pays membres 126 nouveaux concours financiers, pour un total de 540 milliards de dollars. Face aux incertitudes persistantes, les participants aux Nouveaux accords d'emprunt ont décidé de

les activer dans leur intégralité pour une nouvelle période de six mois. Les pays membres se sont en outre engagés à accroître de 456 milliards de dollars les ressources du FMI par le biais d'accords d'emprunt bilatéraux. Ce complément de ressources portera la capacité de prêt du FMI à 1.000 milliards de dollars, ce qui renforce le filet de sécurité financière pour les pays membres.

Le Groupe de la Banque mondiale a engagé en faveur de ses pays membres des ressources considérables au cours de l'exercice écoulé. Les concours accordés à ses clients se chiffrent à plus de 53 milliards de dollars. La SFI et l'AMGI ont déboursé plus de 15 milliards et 2,7 milliards de dollars, respectivement.

Pays avancés

Les pays avancés restent confrontés à plusieurs redoutables enjeux : correction des déséquilibres des finances publiques, réforme du secteur financier et relance de la croissance. En particulier, les risques émanant des incertitudes budgétaires aux États-Unis et l'inquiétude persistante suscitée par la crise de la dette souveraine en Europe appellent sans retard des mesures décisives pour éviter des répercussions néfastes sur la stabilité et la croissance de l'économie mondiale.

On ne saurait sous-estimer l'urgence de résoudre la crise de la zone euro. Ses pays membres doivent poursuivre leurs efforts pour stabiliser le marché de la dette souveraine et mettre en œuvre les réformes structurelles nécessaires pour faire repartir la croissance.

Croissance solidaire

Il est encore plus difficile de nos jours de façonner une croissance équilibrée et solidaire. Plus de 200 millions de personnes de par le monde auront besoin d'un emploi cette année. Le FMI ne cesse de souligner que, sans réformes structurelles, il ne peut y avoir de croissance solidaire. Il ressort de récentes études réalisées par ses services que des mesures bien conçues peuvent doper l'emploi à court terme et que l'amélioration des incitations à rejoindre la population active, en particulier à l'intention des femmes et des travailleurs âgés, peut accroître l'emploi à moyen terme.

Comme le reconnaît le *Rapport sur le développement dans le monde sur l'emploi* publié par la Banque mondiale, c'est le secteur privé qui crée la plupart des emplois, avec le soutien de politiques gouvernementales adaptées. Les emplois sont bons pour le développement, car ils peuvent favoriser la transformation d'un pays, quel que soit son niveau de revenu. De bons emplois contribuent à améliorer le niveau de vie, à rehausser la productivité et à accroître la cohésion sociale. Les emplois sont la clé du développement : ils aident les sociétés fragiles à rejeter la violence, donnent de la dignité aux plus démunis et offrent aux jeunes l'espoir d'un avenir meilleur. Le *Rapport sur le développement dans le monde* de l'an dernier démontrait de manière convaincante que l'économie de l'égalité des sexes est une démarche intelligente et nous devons veiller à ce que les femmes prennent la place qui leur revient dans la population active et dans le développement.

Pays à faible revenu

Le FMI et le Groupe de la Banque mondiale ont poursuivi leur dialogue avec les pays à faible revenu.

Depuis le début de la crise, plus de la moitié des accords de financement du FMI ont été approuvés en faveur de pays à faible revenu. À la suite du réexamen des facilités destinées spécifiquement à ces derniers, le Conseil d'administration du FMI a décidé d'utiliser le reliquat des bénéfices exceptionnels des ventes d'or dans le cadre d'une stratégie visant à assurer l'autosuffisance du fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et la croissance. Nous nous devons tous de soutenir fermement cette initiative.

Au cours de l'année écoulée, le Groupe de la Banque mondiale a apporté plus de 20 milliards de dollars aux pays membres de l'IDA. Bien que l'on ait atteint l'objectif du Millénaire pour le développement consistant à réduire de moitié l'incidence de la pauvreté absolue, 1,3 milliard de personnes continuent de vivre dans la misère. Je nous engage tous vivement à concevoir un nouveau cadre pour « l'après-OMD » qui s'appuie sur les progrès accomplis au cours des dix dernières années et inclut la prospérité universelle. Les meilleurs résultats obtenus par l'IDA en matière de développement sont encourageants, et à cet égard je note avec plaisir que l'égalité entre les sexes a trouvé une place dans toutes les stratégies-pays de la Banque mondiale cette année. Je suis encouragé par la réaction de la Banque mondiale à la situation des pays fragiles et touchés par des conflits, et en particulier par les réformes proposées pour assouplir la stratégie de l'institution dans ces pays. Je suis heureux aussi de constater l'expansion de l'action de l'IDA dans les pays fragiles et touchés par les conflits, y compris de nouveaux investissements en Afrique et au Moyen-Orient.

Moyen-Orient

Le Moyen-Orient subit des changements historiques, et je peux témoigner des problèmes persistants de nos populations. Au cours de l'année écoulée, le FMI a promis des financements à trois de nos pays, dont un au titre de la ligne de précaution et de liquidité, le premier de ce type. Des négociations avec un autre pays sont en cours à l'heure actuelle.

Le Groupe de la Banque mondiale a déboursé plus de 5 milliards de dollars l'année dernière pour construire des écoles, réformer des secteurs clés tels que l'électricité, ainsi que créer et développer des petites et moyennes entreprises.

En ces temps difficiles, il devient encore plus urgent pour nous tous, au Moyen-Orient, de tirer les enseignements de nos expériences respectives et de partager nos connaissances tandis que nous nous efforçons de trouver de meilleures solutions. L'économie libanaise a remarquablement bien résisté à des chocs graves, grâce à une politique monétaire crédible, à une monnaie stable, à des pratiques bancaires prudentes, y compris la distinction entre les banques de détail et les banques d'investissement, ainsi qu'à une gestion saine de la dette publique.

Gouvernance et modernisation

Nous devons reconnaître les efforts déployés par le FMI et la Banque mondiale pour améliorer leur gouvernance et moderniser leur fonctionnement de manière à mieux refléter le monde d'aujourd'hui.

Depuis la dernière Assemblée annuelle, des progrès considérables ont été accomplis en ce qui concerne la ratification des réformes de 2010 des quotes-parts et de la gouvernance du FMI. Nous disposons maintenant d'un soutien suffisant pour l'augmentation proposée des quotes-parts; cependant, pour que cette augmentation prenne effet, il faut que soit accepté le septième amendement, qui prévoit l'élection de tous les membres du Conseil d'administration. Nous avons obtenu le soutien des 113 pays membres nécessaires, mais il faut encore obtenir 85 % du total des voix attribuées. Une fois achevées, ces réformes renforceront la représentation des pays émergents au Conseil d'administration. Des progrès tangibles ont été accomplis aussi en ce qui concerne l'examen de la formule de calcul des quotes-parts, et nous devons profiter de l'occasion, lors de cette Assemblée annuelle, pour accélérer le mouvement.

Nous notons avec satisfaction aussi l'orientation vigoureuse des réformes au sein du Groupe de la Banque mondiale. Les efforts qui sont déployés en permanence pour exploiter la puissance analytique du Groupe grâce à des pratiques de développement fondées sur les faits, conjugués à la prise de risque qui est encouragée au niveau du personnel et à une nouvelle transparence à propos de ce qui n'a pas fonctionné, permettront de tirer le meilleur parti d'un personnel déjà talentueux. Nous notons avec satisfaction qu'une importance accrue est accordée à la méthode de résolution de problèmes pour les besoins de la large gamme de clients de l'institution, ainsi qu'à une culture de résultats. Nous nous réjouissons à la perspective de mieux aligner les ressources, les produits et les connaissances de manière à obtenir des résultats tangibles sur le terrain.

Conclusion

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, si nos deux institutions restent déterminées à aider leurs pays membres, il nous revient à nous, en fin de compte, de guider nos économies et d'améliorer le bien-être de nos populations. Je ne doute pas que les débats auxquels nous allons participer nous aideront à aller de l'avant.

Je vous remercie de votre attention.